

lisant de plus en plus les terres arables. Si la loi est appliquée, les fermes collectives ne tarderont pas à apparaître, parce qu'il n'existe pas d'agriculteurs disposant de capital pour continuer d'exploiter leur terre. Les cultivateurs seront obligés d'aller travailler sur les fermes de l'État. C'est ce à quoi aboutira cette loi, ce qui est immoral.

Ce n'est donc pas en vue de jeter de l'ombre sur un tableau lumineux que je mentionne ce fait, que tout le monde reconnaît. Avec tous les succès que le Canada a connus au cours des 23 dernières années, c'est-à-dire depuis la fin de la dernière guerre mondiale, il a tellement augmenté sa production et son commerce extérieur que nous sommes en droit de nous demander comment nous avons pu, en même temps, développer un aussi vaste champ de pauvreté, de misère, d'indigence, d'insécurité, pour une importante partie de notre population. Au fait, cela est devenu une honte pour le pays.

Nous devons, par des mesures efficaces, nous employer à éliminer cette situation. Ce n'est certainement pas la loi que nous nous préparons à adopter qui éliminera la pauvreté, l'insécurité de l'agriculteur et des autres classes de la société. Ce que le ministre de l'Agriculture devrait faire, ce serait d'organiser une agriculture libre et prospère, puisque l'agriculture est le fondement sur lequel repose toute l'économie.

Si l'agriculture était rentable, toutes les autres classes de la société seraient prospères. Quand l'agriculture n'est pas rentable, plusieurs industries sont dans le marasme, car le cultivateur est un des plus importants consommateurs de notre économie, ayant besoin de toutes sortes de matériaux. Ainsi, il fait vivre l'industrie et l'ouvrier des villes, car il assure du travail à un grand nombre de travailleurs. Et lorsqu'on réduira l'agriculture au régime des fermes collectives, les travailleurs de toutes les autres industries s'achemineront vers le bien-être social, et les industries, vers la faillite.

Alors, pourquoi l'honorable ministre des Finances et les autres ministres du gouvernement veulent-ils laisser peser sur la population un nouveau poids d'impôts, de taxes et de déficits en adoptant cette loi, qui augmentera le coût de production de l'agriculteur, parce que la Commission canadienne du blé dans l'Ouest n'a jamais réussi à régler le problème des producteurs de cette région? La Commission canadienne du lait n'a jamais réglé le problème des producteurs laitiers du Québec et la Commission, dont nous sommes à étudier l'établissement, ne règlera jamais non plus ce problème. Ce sera encore deux

fois pire qu'avant. On tend à la centralisation de tous les pouvoirs, et les agriculteurs tomberont sous le coup de ces lois et de ces pouvoirs discrétionnaires.

J'aurais encore plusieurs choses à dire. Il s'en est dit déjà beaucoup. Je ne comprends toutefois pas comment il se fait que plusieurs députés et ministres présentent un bill semblable au Parlement. Je ne sais pas où ils ont la tête. Je ne sais pas non plus où nous allons, où le gouvernement nous conduira. Je dis que je ne le sais pas. En fait, je le sais, mais la population, elle, ne le sait pas.

Un grand nombre d'agriculteurs favorisent l'adoption de ce bill parce qu'ils ne le comprennent pas, parce qu'ils ne savent pas ce qu'est la liberté, parce qu'ils ne bénéficient d'aucune sécurité. Malheureusement, ils désirent la sécurité aux dépens de la liberté, parce qu'on n'a pas expliqué clairement à la population ce que ce fameux bill signifie et à quel point il vise à l'attacher par le cou, à quel point ce bill «encarcamera» et enchaînera à jamais les individus et surtout les agriculteurs. Nous nous opposons donc à ce bill de toutes nos forces. Nous demandons au ministre de l'Agriculture de s'ouvrir les yeux et les oreilles. Nous lui demandons de peser ses gestes et de bien étudier les conséquences de ce bill. Elles seront désastreuses pour la liberté des citoyens.

Nous devons donc combattre pour la liberté, parce qu'il n'y a rien de plus cher. La liberté n'a pas de prix!

Nous voterons contre ce bill. Notre opinion est déjà faite là-dessus. J'aimerais que les conservateurs progressistes, qui se disent les défenseurs de la liberté, se lèvent et disent ce qu'ils pensent au sujet du bill. J'aimerais surtout entendre le chef de l'opposition (M. Stanfield). Qu'il dise son opinion là-dessus et qu'il proclame les droits et les prérogatives de chaque individu.

Jusqu'à maintenant, quelques députés conservateurs progressistes ont pris la parole, mais un grand nombre d'entre eux ne l'ont pas encore fait. J'aimerais surtout que le chef de l'opposition se prononce là-dessus. Je désirerais aussi que plusieurs députés libéraux défendent les libertés qui ont été acquises au prix de plusieurs sacrifices.

On est en train, par ce bill, de détruire ces libertés, de tuer à coups de hache la liberté individuelle.

• (4.10 p.m.)

[Traduction]

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, il ne m'arrive pas très souvent d'être présenté à la Chambre par